

MERCREDI 25 MAI 2016

SOMMAIRE

- 1) **L'exécutif va encore frapper**
- 2) **Elle serait bien méritée**
- 3) **La minorité c'est lui !**
- 4) **En prochaine orbite...**
- 5) **Les centrales nucléaires s'arrêtent**
- 6) **Face à face**
- 7) **La grogne ne cesse d'augmenter...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Pour relancer l'industrie française, Macron prône une modération des salaires



Dans un entretien aux Echos, le ministre de l'Economie considère que les industriels français doivent privilégier les investissements productifs aux augmentations salariales.

Pour Emmanuel Macron, l'augmentation des salaires n'est pas la priorité. Le ministre de l'Economie estime, dans un entretien accordé ce mardi au quotidien Les Echos, que les entreprises doivent privilégier les investissements productifs au détriment des augmentations salariales.

"Sur la fonction production, nous avons rattrapé une bonne partie de notre retard compétitivité-coût des années 2000 via le pacte de responsabilité, le CICE [Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, NDLR] et (grâce à) la fin de la modération (salariale) allemande depuis 2013. Mais il faut tenir et maintenir l'impact de cette dévaluation fiscale. Et la clef, c'est la modération salariale", considère Emmanuel Macron.

"Plus on ira vers l'entreprise, plus ce sera efficace"

Aux industriels français, le ministre lance un message clair: "Je leur dis: 'Ayez une préférence pour l'investissement et l'emploi-formation plutôt que pour les dividendes et les salaires!'" "Pour relancer l'industrie française, il faut du temps et il faut privilégier l'investissement productif. Pour les salaires, il faut privilégier des négociations salariales au plus proche de la situation de l'entreprise", souligne-t-il.

Interrogé sur la nécessité d'aller au-delà de la future loi El Khomri, qui se limite essentiellement au temps de travail, Emmanuel Macron répond "oui": "Il faudra élargir le champ de la négociation collective au niveau de l'entreprise à d'autres domaines. Plus on ira vers l'entreprise, plus ce sera efficace. On ne peut pas prétendre aimer l'industrie et refuser les conditions de son succès".

"On est trop souvent dans la connivence"

Concernant le débat sur la limitation des salaires des patrons, le locataire de Bercy réitère son opposition au passage par la voie législative. "Evitons la réponse réflexe consistant à dire: 'Il y a un problème, faisons une loi'. Il est hypocrite de

déclarer 'limitons la rémunération des dirigeants à 100 fois le SMIC', alors que suivant la Constitution la loi ne peut pas limiter la rémunération des patrons avec un plafond fixe", martèle-t-il.

"Pourquoi limiter le débat aux patrons par ailleurs?", s'interroge Emmanuel Macron. Que ferait-on pour les artistes? Pour les sportifs?". "C'est [...] la responsabilité des conseils d'administration de fixer le niveau acceptable. C'est ce que nous avons défendu chez Renault en tant qu'Etat actionnaire" en votant contre la rémunération du PDG Carlos Ghosn.

Selon Emmanuel Macron, le problème réside dans les relations qu'entretiennent conseils d'administration et actionnaires. "Une des faiblesses françaises est que l'on a des conseils d'administration insuffisamment respectueux des actionnaires. On est trop souvent dans la connivence avec des administrateurs parfois trop proches des dirigeants", conclu-t-il.



II) Gérard Filoche (PS) : "Une grève générale avec occupation des entreprises est méritée"

Membre du bureau national du PS, Gérard Filoche a défendu mardi sur Europe 1 les actions de blocage des syndicats contre la loi Travail, appelant à amplifier le mouvement.

INTERVIEW -

Alors que François Hollande s'attachait, mardi, à dénoncer les blocages des raffineries et des dépôts de carburant, provoqués selon lui par "une minorité", Gérard Filoche lui a vertement répondu sur Europe 1. L'ancien inspecteur du travail, membre du bureau national du PS et opposant viscéral à la loi Travail, a frappé fort. "Le président de la République ment", a-t-il lancé. "Qu'il ouvre les yeux, c'est une majorité qu'il a en

face de lui. 75% des Français sont contre la loi El Khomri."

"Une loi scélérate". Rappelant que le droit de grève est "un droit imprescriptible" et estimant que ce droit "implique le blocage", Gérard Filoche appelle les syndicats qui s'opposent à la réforme du Code du travail à intensifier leur mobilisation. "Une grève générale avec occupation des entreprises est méritée", juge-t-il. "Les salariés produisent les richesses de ce pays et n'en ont pas la part qu'ils méritent." Le responsable politique a ensuite rappelé son opposition au texte porté par Myriam El Khomri, qui est passé à la force du 49-3 à l'Assemblée au début du mois. "C'est une loi scélérate, une loi pour Uber, contre les salariés, pour baisser les salaires, pour virer plus facilement."

Pris à parti par les auditeurs. Pris à parti par des auditeurs et des auditrices très remontés contre les blocages et la pénurie de carburant provoqués par ces mouvements sociaux, Gérard Filoche n'en a pas démordu. "[Les manifestants] ont raison d'être violents parce qu'on va baisser leur salaire", assène-t-il.

Europe 1

III) Carburants: Hollande dénonce "un blocage" décidé "par une minorité"

Par AFP



Le président François Hollande lors d'un entretien consacré à l'Histoire, le 24 mai 2016 sur France Culture à Paris afp.com

Paris - François Hollande a dénoncé mardi, sur France Culture, le "blocage" des raffineries et dépôts de carburant, "une stratégie portée par une minorité" opposée au projet de loi travail.

Evoquant le conflit social en cours lors d'un entretien consacré à l'Histoire, le chef de l'Etat a dit ne pas vouloir "ignorer, négliger ce qui se passe, considérer que ça ne mérite pas une forme de respect par rapport à ceux qui ont des revendications légitimes". "Mais ça ne me conduit pas non plus à accepter ce qui est aujourd'hui un blocage qui est fondé simplement par une stratégie portée par une minorité", a-t-il ajouté.

Un peu plus tôt, sur Europe 1, Manuel Valls avait réaffirmé qu'il n'y aurait "pas de retrait" du projet de loi travail, adopté en première lecture à l'Assemblée au moyen de l'article 49-3 de la Constitution.

La raffinerie Esso et le dépôt de carburants de Fos-sur-Mer dont les accès étaient occupés depuis lundi par des militants cégétistes opposés à la loi travail, ont été dégagés mardi à l'aube par les forces de l'ordre qui ont rencontré "une résistance importante", a annoncé à l'AFP la préfecture de police. Les forces de l'ordre "ont fait preuve d'un grand sang-froid", a dit le Premier ministre, qui a précisé que "d'autres sites (seraient) libérés".

l'express

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Mélenchon lance son camp de base pour 2017



Jean-Luc Mélenchon en conférence de presse ce mardi à Paris. Photo Albert Facelly pour Libération

Par Rachid Laïreche

Le candidat déclaré pour la course à l'Élysée a annoncé sept grands axes qui vont structurer le programme de sa campagne.

Mélenchon lance son camp de base pour 2017

Une sorte d'inauguration. Ce mardi matin, Jean-Luc Mélenchon a invité la presse près de la gare du Nord (Paris Xe) pour faire le point sur sa «proposition de candidature» à l'élection présidentielle. Après un petit voyage en ascenseur, on se retrouve au sixième étage d'un appartement : son nouveau camp de base.

Café, jus, d'orange, eau pétillante et viennoiseries à volonté. Jean-Luc Mélenchon arrive, tranquille, vers 10h30. Il serre la main à tous les journalistes et tape la bise à son équipe. Puis le député européen grimpe sur une petite estrade. Près de lui, les deux coordinateurs du programme sur la plateforme jlm2017, Jacques Généreux et Charlotte Girard.

D'abord, les chiffres. Depuis l'annonce de sa candidature, le 10 février, «105 000 personnes ont déjà appuyé ma candidature, 1 020 groupes d'appuis ont été créés et 2186 contributions citoyennes ont été publiées sur la plateforme», annonce Mélenchon fièrement.

Et il prévient : «Le 5 juin, le défilé de la France insoumise à Paris sera la fin de la première phase.» En octobre, une «convention nationale des insoumis» aura lieu pour clore «le cycle des auditions et des contributions». Puis, ce sera la seconde phase de la campagne : convaincre la masse qui doit lui ouvrir la voie de l'Élysée.

Jacques Généreux et Charlotte Girard prennent le relais. Ils expliquent le rôle des insoumis. Pour Généreux, l'universitaire, Jean-Luc Mélenchon n'est pas seul. Il parle des «scientifiques, professeurs, intellectuels, syndicats» qui turbinent à l'ombre. Jean-Luc Mélenchon approuve du regard. Le député européen reprend la main pour citer les sept axes de son programme: la VIe République, le partage des richesses, la planification écologique, la sortie des traités européens, le progrès humain, les nouvelles frontières et une France indépendante et altermondialiste.

Le candidat donne la parole à la presse. Une consœur l'interroge sur le blocage des raffineries, la loi travail et Manuel Valls. Mélenchon regarde ailleurs. Comprendre, «je suis ici pour parler de mon programme». Il place tout de même que «Valls c'était déjà pire que Sarkozy et Juppé ce sera encore pire». Puis, il revient sur sa plateforme, ses insoumis et ses rêves de victoire en 2017. Le tout, toujours, de manière posée. Il prend le temps de choisir ses mots. Après la conférence, il s'approche des journalistes pour leur demander «si tout va bien et s'ils ont tout compris parce que c'est important».

Avant de partir, il accepte de répondre aux questions sur l'actualité. Le ton change. Il monte dans les tours et tape sur «Manuel Valls et François Hollande». Pour lui, «les bloqueurs, c'est eux». Il demande aux députés de gauche de «voter une motion de censure» en juillet lors de la deuxième lecture du texte sur la loi travail à l'Assemblée nationale. Avant de s'éclipser. La semaine est chargée: il fait la tournée des médias.

Rachid Laïreche



V) Après ceux des raffineries, les salariés des centrales nucléaires votent la grève



Dans le sillage des blocages de raffineries et de dépôts de carburants, qui provoquent un début de pénurie dans les stations-service, les salariés de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine (Aube), réunis en assemblée générale mardi 24 mai, ont voté la grève et l'arrêt de la production d'électricité.

Le réacteur numéro 1 du site de Nogent-sur-Seine

étant déjà à l'arrêt pour un problème technique, le réacteur numéro 2 va subir "une baisse de charge jusqu'à l'arrêt total", prévu pour jeudi, précise le dirigeant syndical.

Au plan national, la CGT-Energie a appelé, mardi, à un mouvement d'action, jeudi, notamment dans ses centrales nucléaires, "le plus fort possible". Elle n'exclut pas "des baisses de charges" électriques.

"On sent clairement que le mouvement de contestation monte", assure la CGT, qui souhaite "le retrait de la loi travail" mais entend également réitérer ses inquiétudes quant à l'avenir de la branche énergétique.

L'objectif consiste à faire pression sur le gouvernement pour obtenir le retrait de la réforme du code du travail.

La CGT, rejointe dans certaines unités par Force ouvrière, a prévu des blocages de sites jeudi, des barrages pour filtrer l'accès du personnel, mais aussi des baisses de production électrique. Elles pourraient aller jusqu'à l'arrêt complet de certaines centrales. La direction d'EDF se prépare à faire face à ces perturbations, même si elle ne peut pas, pour l'heure, en prédire l'ampleur.

« C'est en ce moment que se joue le sort du projet de loi travail, donc c'est maintenant qu'il faut agir, argumente Marie-Claire Cailletaud, porte-parole de la fédération CGT-Energie. Jeudi, nous appelons donc le personnel à participer au mouvement et à faire monter la pression, que ce soit par des baisses de charge ou des coupures sur le réseau. »

La journée de mardi a aussi été marquée par des coupures de courant revendiquées par les salariés en colère contre la loi El Khomri.

A Plan-de-Campagne, près de Marseille, le plus grand centre commercial d'Europe a été victime d'une interruption de ce type, selon la CGT, et d'autres ont eu lieu à Nantes.

Dans les raffineries, la situation s'est durcie dans la journée de mardi après l'intervention des forces de l'ordre pour débloquent les accès aux dépôts pétroliers de Fos-sur-Mer et de Lorient a incité le personnel à faire bloc.

Mercredi matin, six raffineries, sur les huit que compte le pays, sont à l'arrêt ou tournent au ralenti, particulièrement celles de Total. Les sites de Feyzin (Rhône) et Gonfreville-L'Orcher (Seine-Maritime) sont ainsi totalement à l'arrêt, tandis que celui de Grandpuits (Seine-et-Marne) est en cours d'arrêt total, que « quelques unités » ne fonctionnent plus à Donges (Loire-Atlantique) et que La Mède (Bouches-du-Rhône) fonctionne toujours « en débit réduit ».

L'accès au dépôt de carburants de Douchy-les-Mines, dans le Nord, où des manifestants opposés au projet de loi travail occupaient les lieux depuis le 19 mai, a été débloquent à l'aube par les forces de l'ordre.

« On a levé tous nos barrages », a expliqué le porte-parole du syndicat SUD dans le Valenciennois. L'opération s'est déroulée « sans heurts », a-t-il précisé : « Les CRS sont allés vite, ils ont utilisé le canon à eau. On sent les forces de l'ordre sur les nerfs. »

L'intervention a débuté vers 5 heures pour dégager l'accès à cet important dépôt de carburants situé près de Valenciennes.

Environ 80 militants de la CGT et de SUD étaient encore présents sur les lieux. Vingt camions de CRS avaient été mobilisés pour les déloger, a précisé le syndicaliste.

Mardi, la préfecture du Nord avait annoncé qu'environ un cinquième des stations-service du département étaient à sec. Le même jour, le secrétaire d'Etat aux transports Alain Vidalies avait quant à lui fait savoir que 20 % des quelque 12 000 stations-service françaises étaient « en difficulté » d'approvisionnement. A l'Assemblée nationale, il avait confirmé que le gouvernement garantirait « la liberté d'accès aux dépôts » pour desservir ces dernières.

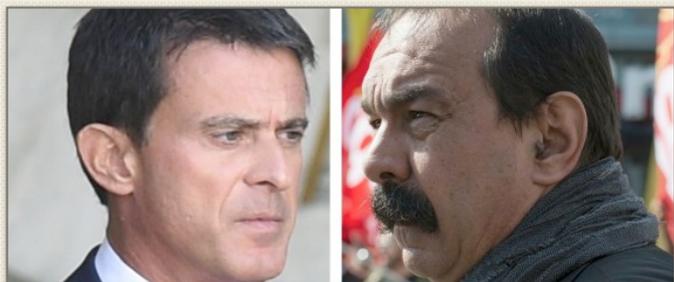
Au même moment, mercredi matin, à Brest, des membres de Force ouvrière et des militants du mouvement Nuit Debout bloquaient le rond-point des Foulques, point d'accès au dépôt d'essence de la ville. D'après nos journalistes présents sur place, les CRS étaient en train d'intervenir pour disperser les manifestants.

L'Humanité.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Manuel Valls et Philippe Martinez s'engagent dans un face à face jusqu'au-boutiste

Le HuffPost | Par Geoffroy Clavel



Valls et Martinez engagés dans un dangereux jusqu'au-boutisme sur la loi Travail | AFP

Tous deux engagés dans un combat sans concession sur la loi Travail, le premier ministre Manuel Valls et le leader de la CGT Philippe Martinez se sont durement affrontés par matinales interposées ce mardi 24 mai alors que la pénurie d'essence menace de déstabiliser l'économie du pays. .

Interrogé par Europe1 depuis Israël, où il est en déplacement, le chef du gouvernement s'est une nouvelle fois montré inflexible en jurant qu'il n'y aurait "pas de retrait" de la loi El Khomri.

Et il s'en est pris directement au syndicat contestataire qu'il accuse d'arrière-pensées politiques. "L'idée d'un conflit frontal, c'est vieux, c'est ancien, c'est conservateur", a-t-il éreinté en taxant "d'impasse" et de non démocratique la stratégie de radicalisation de la CGT qui a définitivement pris les rênes de la mobilisation anti-loi Travail. La veille, le même Manuel Valls accusait le syndicat de "dérive" et de "chantage".

Sur BFMTV ce mardi, Philippe Martinez, le numéro un de la centrale de Montreuil, ne s'est pas privé de lui renvoyer le compliment en accusant le premier ministre d'adopter "une posture politicienne pour préparer une campagne présidentielle". Jugeant illégal le déblocage manu militari des raffineries, comparant l'attitude du gouvernement socialiste à celle de Nicolas Sarkozy en 2010, le dirigeant cégétiste brandit la menace de grèves illimitées dans la plupart des secteurs stratégiques de l'économie. Avec un

objectif: "Aller jusqu'au bout pour le retrait de la loi Travail".

Le bras de fer est installé: entre ces deux jusqu'au-boutismes, il n'y a plus aucune autre porte de sortie que la capitulation de l'un des deux belligérants. Ce qui annonce une guerre longue et douloureuse car ni Manuel Valls ni Philippe Martinez ne peut aujourd'hui se permettre de céder du terrain.

Deux dirigeants pris à la gorge

En chute libre dans les sondages et fragilisé par la fronde d'une partie de sa majorité qui l'a contraint à passer en force au Parlement, le premier ministre s'est enfermé dans une posture d'autorité qui exclut toute nouvelle concession sur la loi Travail. Ce faisant, impossible de revenir en arrière ou de trouver un terrain d'entente avec des syndicats contestataires qui ont définitivement rompu les amarres avec l'exécutif.

Signe qu'il n'a pas d'autre choix que de foncer tête baissée, Manuel Valls se dit persuadé que renoncer à la loi El Khomri sonnera le glas des dernières réformes qu'il souhaite engager et annoncera, de fait, la fin du quinquennat. "Nous sommes dans une démocratie. Il n'y aura pas de retrait du texte, sinon dans ce pays, on ne peut plus réformer", a martelé le chef du gouvernement sur Europe1, reprenant les éléments de langage de... François Fillon lors de la réforme des retraites en 2010.

De son côté, Philippe Martinez n'a pas beaucoup plus de marges de manoeuvre. Arrivé à la tête d'une CGT en pleine crise Lepaon, contraint de radicaliser sa ligne pour se faire réélire lors du dernier congrès et menacé par la montée en puissance de la CFDT, le dirigeant syndical joue son leadership et celui de la centrale de Montreuil dans la contestation autour de la loi El Khomri. Ce qui explique pourquoi la CGT joue son va-tout en jetant toutes ses forces dans la bataille.

Après les raffineries, les dockers et les routiers, la CGT appelle donc à la "généralisation" des grèves illimitées, à commencer dans les transports publics afin de toucher le coeur de la capitale et éventuellement de perturber l'Euro 2016. Une grève générale qui ne dit pas son nom avec l'objectif clair de paralyser le pays pour contraindre l'exécutif au recul.

Une guerre de positions arbitrée par l'opinion

Dans cette guerre de positions qui s'annonce, chacun des protagonistes mise sur l'impopolarité de l'autre pour l'emporter dans l'opinion publique, appelée à jouer les arbitres. "Prendre ainsi en otage les consommateurs, notre économie, notre industrie, continuer des actions, ce n'est pas démocratique", s'indigne Manuel Valls en prenant les Français à témoin. "Le premier ministre joue un jeu dangereux en essayant de diviser la CGT, d'opposer la CGT aux citoyens et d'opposer la CGT aux salariés", lui répond Philippe Martinez en rappelant que la loi Travail n'est pas non plus un exemple de démocratie apaisée. "Est-ce que, dans le programme de François Hollande, était inscrite la casse du code du travail? (...) Il y a un gouvernement qui a tourné le dos à ses engagements et il en paie les conséquences", prévient à son tour le patron de la CGT.

Difficile pour autant de parier sur le nom d'un vainqueur tant la loi Travail et la contestation qu'elle a fait naître divisent profondément les Français. Déjà très impopulaires, François Hollande et Manuel Valls poursuivent leur chute dans les sondages. Les manifestations contre la loi El Khomri, perturbées par des violences qui ont fait forte impression ces dernières semaines, ont de leur côté de moins en moins les faveurs de l'opinion.

Près de six Français sur dix (58%) souhaitent que cessent les manifestations contre le projet de loi travail, selon un sondage BVA pour Orange et Itélé publié ce week-end. Une lassitude qui pourrait encore s'accroître si la pénurie de carburant s'étend à l'ensemble du territoire.

huffingtonpost.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) SNCF, aviation civile, EDF, raffineries, routiers... la grogne ne cesse de s'étendre



A la gare de l'Est, le 20 mai 2016. CHARLES PLATIAU / REUTERS

De nombreuses manifestations et des mouvements de grève sont prévus dans les prochains jours et les prochaines semaines contre le projet de loi de la ministre du travail, Myriam El Khomri, portant sur une réforme du code du travail. Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a appelé mardi 24 mai « à une généralisation de la grève partout, dans tous les secteurs ». « Il y a beaucoup de mouvements de grève », dans « des tas d'entreprises », assure-t-il.

SNCF

La CGT-Cheminots et SUD-Rail appellent, pour la cinquième fois, à débrayer mercredi 25 et jeudi 26 mai. Selon un porte-parole de la SNCF, le trafic SNCF est cependant « moins [perturbé] que la semaine dernière » avec, mercredi matin, 3 TGV assurés sur 4 et 4 RER sur 5. En province, la SNCF annonce 2 TER sur 3 et 6 Intercités sur 10.

La semaine dernière, la SNCF avait dénombré environ 15% de grévistes, alors que la CGT-cheminots donnait le chiffre de « plus d'un cheminot sur trois ».

La situation pourrait se durcir dans les prochains jours : mardi, la CGT, premier syndicat à la SNCF, a déposé à son tour un préavis de grève illimitée, reconductible par période de vingt-quatre heures, à compter du 31 mai à 19 heures pour peser dans la phase finale de négociations sur les conditions de travail des cheminots. Les quatre syndicats représentatifs de la SNCF appellent donc désormais les cheminots à une grève dure, reconductible de jour en jour.

Journée nationale de grève

La CGT, FO, Solidaires, la FSU, l'UNEF, la FIDL et l'UNL ont appelé à manifester jeudi 26 mai contre le projet de loi.

Une autre journée de grève et de manifestation est d'ores et déjà prévue le 14 juin, avec un rassemblement unique à Paris.

Alors que le mouvement semblait s'essouffler depuis le 31 mars (entre 390 000 et 1,2 million de manifestants, selon les sources), il a repris de l'ampleur le 19 mai, avec 128 000 à 400 000 opposants dans la rue.

Aviation civile

Conformément aux recommandations de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC), 15 % des vols devraient être annulés jeudi à l'aéroport d'Orly.

Des perturbations sont également attendues sur l'ensemble du territoire en raison de l'appel à la grève interprofessionnelle, relayé au sein de la DGAC par l'USAC-CGT, premier syndicat tous corps confondus (contrôleurs aériens, personnels administratifs, ingénieurs, techniciens, etc.).

Du 3 au 5 juin, l'ensemble des syndicats de la DGAC appelle à la grève, mais cette fois pour des revendications purement internes.

EDF

La CGT de l'énergie a décidé mardi de lancer un appel général à compliquer la production dans l'ensemble des centrales nucléaires jeudi.

Rejointe dans certaines unités par Force ouvrière, la CGT a prévu des blocages de site, des barrages pour filtrer l'accès du personnel, mais aussi des baisses de production électrique. Elle pourrait aller jusqu'à l'arrêt complet de certaines centrales. La direction d'EDF se prépare à faire face à ces perturbations, même si elle ne peut pas, pour l'heure, en prédire l'ampleur.

A la centrale de Nogent-sur-Seine (Aube), le personnel réuni en assemblée générale a voté dès mardi après-midi le principe d'une action forte à partir de mercredi soir 22 heures.

Raffineries

Les huit raffineries que compte la France sont à

l'arrêt ou tournent au ralenti, selon la CGT.



Le dépôt pétrolier de Douchy-Les-Mines, le 24 mai 2016. FRANCOIS LO PRESTI / AFP

Parmi les cinq raffineries de Total, Feyzin, dans le Rhône, et Gonfreville-L'Orcher, en Seine-Maritime, sont à l'arrêt. Grandpuits (Seine-et-Marne) est en cours d'arrêt total, « quelques unités » ne fonctionnent plus à Donges (Loire-Atlantique), et La Mède (Bouches-du-Rhône) fonctionne « en débit réduit », selon un communiqué du groupe pétrolier.

Selon Maxime Picard, secrétaire départemental de la CGT, le taux de grévistes serait de 70 à 80 % dans les raffineries Esso à Fos-sur-Mer, Total de La Mède et de Petroineos à Lavéra, près de Martigues (Bouches-du-Rhône), où la production serait très réduite et où aucun produit ne sortirait de l'établissement. Esso n'a pas confirmé l'information.

De son côté, la porte-parole d'Exxon Mobil France, Catherine Brun, a confirmé à l'agence de presse Reuters que « quelques personnes » avaient rejoint le mouvement à Fos-sur-Mer et à Notre-Dame-de-Gravenchon. A Fos-sur-Mer, où les voies d'accès ont été endommagées, « les chargements sont bloqués, mais on ne peut pas dire que la raffinerie est arrêtée », tandis qu'à Gravenchon, « ça n'impacte pas le fonctionnement du site », a-t-elle ajouté.

Deux dépôts pétroliers de Total sont bloqués : celui de la Côte d'Opale (DPCO) et celui de Valenciennes.

Ports et docks

La fédération CGT des ports et docks, qui avait déjà appelé à la grève pour jeudi, a décidé mardi de prolonger son mouvement de vingt-quatre heures, jusqu'à vendredi 27 mai, « en réponse à la répression » lors du déblocage des accès au dépôt

pétrolier de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône). Les modalités d'action pour les jours suivants et jusqu'au 14 juin, « et après si besoin », seront définies ultérieurement, précise-t-elle. La CGT avait auparavant appelé ses syndicats portuaires à s'associer aux « initiatives territoriales ».

Au grand port maritime de Marseille, les employés de Fluxel ne déchargent plus aucun bateau depuis lundi, visant à tarir l'approvisionnement des raffineries, des dépôts et des pipelines en brut ou en produits raffinés. Ils ont reconduit mardi matin leur mouvement jusqu'à vendredi. Toutes les autres activités portuaires — conteneurs, passagers, vracs solides (céréales, charbon...), réparation navale — fonctionnent.

Le personnel des terminaux pétroliers du Havre, qui assure 40 % des importations françaises, a également voté la grève à partir de mardi en fin d'après-midi.

Transports

La CGT, premier syndicat à la Régie parisienne des transports (RATP), appelle à la grève illimitée à partir du 2 juin pour demander la réouverture des négociations salariales annuelles et le retrait du projet de loi travail.

Construction

La CGT organise jeudi une « journée morte » dans la branche construction, bois et ameublement, avec des « blocages de grands chantiers » et « l'interpellation de politiques » sur l'emploi, les salaires et la retraite. Prévue de longue date, l'opération est rattachée également au mouvement contre la loi travail.

Amazon

Les salariés des entrepôts sont appelés à la grève mercredi par la CGT, sur des revendications salariales, mais aussi contre la loi travail.

Routiers

Le mouvement lancé par la CGT et FO semble à l'arrêt depuis les assurances apportées par le gouvernement sur le calcul des heures supplémentaires pour les routiers. FO, qui avait suspendu vendredi les actions de blocage, décidera en fin de semaine d'une éventuelle reprise de la grève au moment de l'Euro de football (10 juin-10 juillet).

La CGT, FO, Solidaires, la FSU, l'UNEF, la FIDL et l'UNL ont appelé à manifester jeudi 26 mai contre le projet de loi.

Une autre journée de grève et de manifestation est d'ores et déjà prévue le 14 juin, avec un rassemblement unique à Paris.

Alors que le mouvement semblait s'essouffler depuis le 31 mars (entre 390 000 et 1,2 million de manifestants, selon les sources), il a repris de l'ampleur le 19 mai, avec 128 000 à 400 000 opposants dans la rue.

lemonde.fr

A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue...

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog